



France: Bonnets rouges et gilets jaunes

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Suite à ce qui vient de se passer à Paris, depuis les trois derniers appels des « Gilets jaunes », il y a une toute première chose à laquelle nous devons penser: c'est l'importance déterminante de l'abolition d'une certaine conception du « Pouvoir », toujours d'actualité dans l'idée « d'État de droit ». Car, cet « État de droit » en question est un État monarchique qui ne pense pas devoir tenir compte du principe fondamental de la volonté d'un peuple qui le légitime; sa notion du droit étant toujours celle du « droit divin », ou ce qui revient au même, d'un droit « pontificaliste théocratique » constituant encore aujourd'hui la matrice dans laquelle se pense et s'exerce un Pouvoir qui ne peut en rien être compatible avec la démocratie, quant à elle exigeant l'exercice d'une autorité au nom d'une volonté souveraine de tout un peuple qui se gouverne pour lui-même et par lui-même...

On le voit encore à l'occasion de cette confrontation du peuple avec ceux qui prétendent détenir un pouvoir sur lui, l'urgence qu'il y a pour la France, d'abolir la 5^{ème} République monarchique et de réunir des Assemblées Constituantes, afin de réécrire la Constitution pour une sixième République enfin démocratique, en réalisant cette fois-ci la réforme radicale de la matrice du Droit, réforme qui n'avait jamais été réalisée jusqu'à présent ; ce qui explique pourquoi la création d'une vraie démocratie en France (comme d'ailleurs partout où le théocratique s'impose) n'avait pas encore eu lieu.

A partir de là, les choses pourraient cesser de tourner en rond et nous pourrions imaginer une Europe existante, une Europe des Nations, une Europe avec une monnaie commune mais certainement pas unique... etc.

Qui, parmi les « élites », observe vraiment la réalité s'étalant actuellement sous nos yeux? Qui, au niveau de ceux qui nous gouvernent, veut vraiment devenir réellement responsable de la vie des personnes de son pays? Qui, auprès de ceux qu'on nomme les « responsables politiques », accepte d'entrer dans cette conscience aigüe de la citoyenneté? Qui accepte réellement « l'inconnu », la remise en cause, une autocritique politique de la France? Qui veut vraiment sortir du néo conservatisme et de l'ultralibéralisme exacerbés de l'Europe vendue aux puissances financières qui dirigent le monde du haut de leur indifférence pour l'être humain réduit à n'être que le serviteur inconditionnel de ce matérialisme marchand et l'adorateur soumis du monothéisme financier triomphant?

Ce nouveau dieu qui fait régner sa loi de soumission en broyant toute revendication humaniste exige « l'austérité », plus de profit pour lui, donc plus de « croissance » pour son empire prédateur et anthropophage. Tous ceux qui refusent de servir cette cause sont éliminés sans scrupule et une fois même éliminés, ils sont encore tenus d'être rentables pour la religion du capitalisme planétaire qui veut atteler l'extrême pauvreté elle-même à la roue sans fin du labeur pénale jusqu'à ce que mort s'en suive. Le droit d'exister est

désormais lié à l'obligation de travailler comme des esclaves sans la moindre revendication. Le droit d'exister est désormais à nouveau lié à celui de se taire, à celui de travailler « gratuitement » pour le Seigneur et Maître de cet impérialisme financier aux mains des dictateurs qui le servent.

Mais, la France étant parvenue à ce point de rupture, la révolte n'était plus très loin, et de la révolte il n'y a qu'un pas pour revoir une Révolution...

Il fallait s'y attendre! Lequel de nos politiques inspirés a-t-il entendu surgir du lointain de la France profonde, le son du tocsin annonçant déjà celui du glas de cette politique d'austérité qui fait passer le marchandisme financier avant la vie sociale des humains?

Je n'évoque évidemment pas un « social » caricaturé en permanence et dénoncé comme avatar de l'assistanat, du « tire-au-flanc », des beaux jours des « fainéants » qui « n'ont qu'à traverser la rue pour trouver du travail »!

Je parle de la primauté incontestable de l'humain dans l'organisation de la société et sur l'échelle des valeurs que nous prétendons défendre!

Ces politiques qui dévalorisent la politique ne veulent rien remettre en cause! Ils ne veulent pas l'abolition de la 5^{ème} République, ils ne veulent pas l'abolition de leurs exorbitants privilèges, ils ne veulent pas l'abolition du cumul des mandats, ils ne veulent pas entendre parler d'une autre Europe, ils ne veulent pas écouter la voix des Referendum(s), ils ne veulent pas renoncer aux idées ultra libérales qui revendiquent « l'austérité » comme un credo du dogme néo conservateur de l'ordolibéralisme, et enfin ils veulent coûte que coûte limiter au maximum les libertés citoyennes par la constitutionnalisation de « l'état d'urgence » et la censure inquisitoriale, arbitraire, de tous les moyens existants d'information!

Le tocsin qui sonne depuis octobre 2013, était celui de la révolte des « Bonnets rouges ». Les quelques arrogants du Pouvoir que nous avons entendu plaisanter sur les « Bonnets rouges » avaient tort de prendre à la légère ce signal qui venait dire qu'une politique de « l'austérité » et son discours dogmatique adjacent sur la « croissance » à tout prix avaient déjà fait faillite. « L'austérité » et la destruction du corps social ne sont pas une solution pour les travailleurs spectaculairement méprisés et abusés par les prédateurs de cette politique génocidaire de l'Europe aux ordres du Tout Puissant monothéisme financier.

Le Secrétaire Général de FO, Jean Claude MAILLY, parlait en 2013 de la « France qui est comme un volcan »!

L'insurrection qui vient et qui est là aujourd'hui, était clairement annoncée par le mouvement des « Bonnets rouges ». Ce saccage des portiques de l'écotaxe indiquait très explicitement qu'il s'agissait d'un raz le bol d'une politique de pillage et d'arnaque, de détresse des citoyens.

L'État, comme le banditisme de grand chemin, organise depuis les accords de la Jamaïque (1976) le pillage arbitraire des citoyens en les menaçant de mort comme le faisaient ces criminels de jadis. La seule réelle menace qui pèse sur chacun d'entre nous est celle de l'État qui se croit investi d'un Pouvoir que jamais personne ne lui a donné.

L'exercice de l'autorité implique une authentique délégation participative des citoyens et

non pas ce réflexe conditionné de les infantiliser en les considérant a priori comme de potentiels et perpétuels délinquants qu'il faut traiter avec mépris et comme des irresponsables chroniques... sous prétexte que de véritables délinquants profitent des mouvements sociaux pour casser le sens de ces mouvements!

Rappelons encore cette parole de Brissot prononcée en 1791 : «*Un Pouvoir délégué sans un autre qui le surveille et le contrôle, tend naturellement à violer le principe de sa délégation, et à transformer cette délégation en souveraineté.*» Cette parole de Brissot n'a jamais été aussi actuelle et son contenu aussi bien vérifié qu'aujourd'hui!

Sur les routes de France, des brigades de «gilets jaunes» «neutralisent» les «radars jackpot» ceux du pillage gouvernemental, pas ceux qui servent réellement à la sécurité routière!

Rappelons au passage que Sarkozy, ministre de l'Intérieur, avait créé un groupe de «policiers casseurs», chargé d'intervenir dans les manifestations pour «briser » les mouvements sociaux en les décrédibilisant par un vandalisme d'État organisé... Celui qui voulait des preuves de cela pouvait encore, il n'y a pas longtemps, consulter la publication, sur Internet, du juge Serge Portelli. A l'époque, il avait été censuré: son éditeur menacé par le Pouvoir en place avait renoncé à publier ces révélations majeures. Aujourd'hui c'est Internet qui est censuré à son tour... (*Ruptures, d'abord diffusé sur internet, mars 2007, puis édité sous le titre Nicolas Sarkozy : une République sous haute surveillance, éditions L'Harmattan, mai 2007.*)

A la suite de quelques faits surprenants qui ont été observés lors des affrontements sur les Champs Elysées, puis diffusés sur les réseaux sociaux par des vidéos amateurs, il nous est encore permis de constater et de penser que ce groupe de « policiers casseurs » existe toujours et qu'il a gardé son côté pratique pour le Gouvernement n'ayant rien renié, quant à lui, du passé Sarkozyen. Pourquoi, en effet, l'État n'aurait-il pas organisé au sein même de ses troupes une nouvelle fonction bien commode permettant de sanctionner, de réprimer, de punir toute révolte légitime et des «Bonnets rouges» hier, et des «Gilets jaunes» aujourd'hui?!

Puisque nous savons tous depuis bien longtemps que l'État n'est pas là pour nous protéger mais pour nous dresser à l'amour de notre soumission, il est tout à fait normal de considérer que l'État qui, depuis longtemps n'est plus là pour veiller sur les intérêts du bien commun, mais pour veiller sur les intérêts du capitalisme parasitaire financier, doit figurer en tête de liste des coupables soupçonnés d'accomplir des actes de vandalisme comme des actes de terrorisme (Cf., preuve donnée à ce sujet en 1926 sur l'attentat de 1893 à l'Assemblée: «*Souvenirs de police du commissaire Reynaud*»!) Il ne serait pas du tout étonnant, qu'une fois de plus, ce soit le grand coupable de l'État mafieux qui se convertisse en accusateur et en inquisiteur punisseur de ses victimes ainsi triplement abusées!

L'État, tel qu'il est toujours conçu, ne peut être qu'une secte au comportement sectaire: le pire ennemi des hommes et de la démocratie! La raison, l'intelligence et le bon sens ne peuvent que vouloir l'éradication irréversible de cette supercherie qui affiche son arrogance en se faisant appeler du nom «d'État de droit»!

En détroussant abusivement les citoyens, c'est leur vie que l'État vole impunément! Il fallait donc s'y attendre: rester dans une logique «d'austérité» allait déboucher fatalement sur l'insurrection!

Le symbole des «Bonnets rouges» était frappant et aurait dû interpeller davantage cette représentation archaïque de l'État, car la révolte historique des «Bonnets rouges» en Bretagne, survenue à la suite de l'affaire du «papier timbré», ayant poussé Louis XIV à taxer abusivement les actes notariés pour financer ses guerres inutiles et ruineuses en « Hollande », (sans jeu de mots!) avait éclatée en avril 1675 pour s'achever dans le sang et la barbarie de la monarchie de Droit Divin, en septembre 1675!

Les «Bonnets rouges» qui se nommaient eux-mêmes les « Torreben » (« Casse-lui-la tête »), et toutes les actions menées à cette époque, annonçaient concrètement tout ce qui allait advenir sur l'ensemble de la France, en 1789.

Au lieu de comprendre ce message, l'arrogance du Pouvoir qui, je le rappelle est en soi une perversion, avait considéré comme d'habitude qu'il fallait «réprimer», ce qui était une juste révolte, par le feu, le sang et même la torture, en s'abstenant de toute remise en cause et réflexion responsable. Chacun sait comment la Monarchie Française a été à son tour liquidée par le feu, le sang, la guillotine d'une Révolution qu'elle avait elle-même préparée par son comportement de mépris et d'abus fiscal... Celui qui sème le vent récolte la tempête. L'État doit toujours faire face à ce qu'il a lui-même engendré: personne ne doit le plaindre.

En 2013, la France était un «volcan» sur le point de faire irruption; aujourd'hui ce volcan fait irruption. Les fumées des incendies, annonciatrices de ces irruptions dangereuses, s'élevaient des portiques écotaxes du banditisme d'État. Ces fumées étaient un symbole annonciateur de l'explosion qui est là aujourd'hui, cinq ans plus tard: voici l'explosion fulgurante du volcan insurrectionnel. Ce n'était certainement pas l'écotaxe en soi qui était concernée, mais l'abus de la pression fiscale pour «l'austérité» devenue intolérable: aujourd'hui, l'oligarchie au pouvoir a voulu remettre le couvert et il a sa réponse brutale et désormais implacable. Les portiques de l'écotaxe ne représentaient qu'un symbole malheureux de cette oppression fiscale qui tombait à un moment où rien n'avait été fait par la «gauche» au Pouvoir, pour arrêter le désordre venu d'une Europe riche, n'hésitant pas à exploiter les travailleurs des pays de l'Est entrés récemment dans l'UE, créant ainsi de multiples concurrences déloyales et le désastre économique des Régions. A cela s'ajoutait l'anarchie absolue d'une disparité totale des lois fiscales sur la zone euro et l'absence volontaire d'une Europe sociale unie par une Constitution qui aurait harmonisé le droit du travail et unifié les règles nécessaires pour l'efficacité économique de tous les partenaires de la communauté européenne... Cette situation n'a fait que s'aggraver depuis 2013 et voilà le résultat qui était prévisible!

Hollande avait voté «oui» au projet de «Constitution Giscard» alors que le referendum français avait massivement rejeté ce projet, justement parce que ce texte ne contenait pas la moindre considération pour la question sociale! Hollande restait logique avec lui-même en suivant pas à pas le chemin du Sarkozy ultralibéral, comme Macron aujourd'hui, enfonce le clou du cercueil ultralibéral de la France!

On dirait que l'histoire ne sert pas à grand-chose, puisque les nouveaux venus du Pouvoir ne cherchent pas à sortir du rôle éternel de tout Pouvoir, pervers par nature, qui est celui de s'assurer l'avoir obsessionnel du financier afin de jouir de son pouvoir absolu tout en interdisant aux citoyens leur propre accès à la même jouissance par la technique du pillage, appelée aujourd'hui, «l'austérité», salvatrice de l'économie marchande, même si ce terme est soigneusement évité par les prédateurs en place...

Les manipulateurs habituels qui travaillent d'arrache-pied, grâce aux médias collabos, à l'expansion de la rumeur et du discrédit sur cette réalité d'une voix désespérée qui cherche à se faire entendre dans le mouvement des «gilets jaunes», pensent-ils sérieusement qu'ils vont étouffer la révolte présente? Je dis que bien au contraire, ils vont contribuer à la rendre encore plus violente et plus radicale, la faisant passer du stade de la révolte à celui de la révolution.

Aucun politique n'avait entendu en 2013, le vrai message «de gauche» qui passait par les actions des «Bonnets rouges», même à leur insu! Les responsables politiques ne devaient pas faire une fixation ni sur la question de l'écotaxe, ni sur celle de la manipulation qu'a subie à l'origine ce mouvement, par les prédateurs du productivisme représentant un désastre écologique pour le monde, mais il fallait voir plus en profondeur et plus loin; entendre la fondamentale revendication de ce mouvement qui ne manquait pas de s'ajuster et d'appeler peu à peu de ses vœux, le bouleversement attendu par tous, inspiré par la conscience du bien commun et celle d'une «communauté de destin»... Il semblerait que seule, Ségolène Royal ait entendu ce message...

Les « Bonnets rouges » signifiaient progressivement une manifestation pour un appel à la révolution d'un «éco socialisme» responsable et urgent!

Il est réellement difficile de trouver en France, aujourd'hui, un politique vraiment inspiré! Lorsque l'idéologie du fascisme nationaliste comme mondialiste, tous deux opposés au concept de Nation et de Patrie, auront saisi l'occasion de manipuler ouvertement les ressentiments, alors, une moitié de la France égorgera l'autre moitié de la même France. Ce qui a été récemment possible en Ex Yougoslavie, ici à nos portes, en Europe, n'était plus théoriquement imaginable! Pourtant les horreurs que nous savons ont bel et bien été commises chez nous en Europe, à la fin du vingtième siècle, grâce aux initiatives criminelles de ce fascisme qui est passé par l'OTAN au service exclusif des intérêts étasuniens, revendiquant l'hégémonie d'un « Nouvel Ordre Mondial » assuré exclusivement par les USA, « l'axe du bien », comme chacun le sait!

Nos politiques « inspirés », socialistes libéraux et partis de la droite ultralibérale ont préparé partout en Europe l'arrivée des « extrêmes droites » au pouvoir, grâce à une sacralisation de la politique « d'austérité », et au dogme sacro saint de «la croissance» pour le bien exclusif des banques! Aujourd'hui, nous entendons la macronie pleurnicher sur le «populisme» qui fait des émules en France et dans toute l'Europe!

La situation de la France actuelle qui accepte «l'austérité» dictée par le clergé du monothéisme financier a ouvert une brèche pour promouvoir «démocratiquement» le fascisme qui va simplement passer du mondialiste qu'il est actuellement à celui de nationaliste qu'il va devenir probablement.

Après le comportement autiste du Gouvernement actuel, que va-t-il se passer? Allons-nous devoir réorganiser la résistance au Vercors, dans les Cévennes, dans le Massif Central, dans le Limousin, en Armorique...les WADLI, les MARIO, les VALMY, les AS, MLN, FTP, FFI, SFIO... etc, vont-ils ressurgir en 2019?

Robespierre a fait guillotiner Danton. Les partisans de Danton ont fait guillotiner Robespierre. Le chemin était alors libre pour l'installation de l'ordre absolu par la dictature napoléonienne. Le chemin politique français sera bientôt et à nouveau libre pour l'installation de l'ordre absolu!

Les politiques «d'austérité» et les «fermetés» gouvernementales n'ont jamais donné le renouveau d'une «croissance» pour le «bien vivre» ou bonheur des peuples dans une «communauté de destin» – puisque la croissance ne sert que le capitalisme parasitaire financier – mais l'insurrection ou les raidissements nationalistes dans la surenchère de massacres et de génocides!

Jean-Yves Jézéquel

Photo A la Une : [Gilets jaunes et Bonnets rouges même combat ?](#), France Info, le 14 novembre 2018

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Yves Jézéquel](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](#)

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca